Chers parents,

Suite aux annonces gouvernementales de mardi 10 janvier, au sujet de la réforme des retraites, une grève interprofessionnelle et unitaire aura lieu le jeudi 19 janvier.

Sous prétexte de faire des économies nécessaires à la survie du système, le projet de loi sur la réforme des retraites prévoit un recul de l’âge de départ à la retraite à 64 ans et l’allongement de la durée de cotisation. De nombreux économistes dénoncent l’explication donnée par le gouvernement au sujet de la situation déficitaire des caisses de retraites : notre système de retraites n’est pas en danger. Nous refusons qu’il soit imposé à toutes et tous de travailler plus longtemps alors que des recettes existent pour enrayer le faible déficit des caisses de retraites : s’attaquer à la fraude fiscale, taxer les superprofits, créer des emplois et augmenter les salaires, qui seront générateurs de nouvelles ressources de cotisations.

Grâce à notre système de retraite basé sur des principes d’universalité (tout le monde est concerné) et de solidarité (entre les générations) l’ensemble de la population a pu voir augmenter son espérance de vie en bonne santé. C’est ce système de retraites, qui a fait ses preuves, que nous voulons préserver.

De plus nous pensons qu'il est de notre devoir de vous informer sur l'état réel du service public d'éducation avec des conditions de travail des personnels ne cessant de se dégrader tout comme les conditions d'apprentissage de vos enfants.

Au quotidien, cela se traduit par :

- Un manque criant de poste d'enseignant·es avec des classes trop chargées et des enseignant·es trop rarement remplacé·es. À la rentrée prochaine, dans le 1er degré, 52 suppressions de postes sont annoncées dans notre académie.

-L’insuffisance de moyens donnés aux RASED (psychologues et rééducateurs qui interviennent dans les écoles), qui ne sont pas en mesure de suivre tous les enfants en grosses difficultés.

- Une école inclusive malmenée, faute de moyens et de volonté politique avec des élèves en souffrance et des AESH payé·es en moyenne 800 euros par mois.

- Un abandon des organismes de santé publique recevant des élèves en lourdes difficultés qui se traduit dans notre département par la fermeture des CMP de Champagnole et de Saint Claude.

-Un manque criant de places dans les établissements spécialisés.

Aussi

* pour défendre notre système de retraites universel, solidaire et unique,
* pour dénoncer les choix politiques des gouvernements successifs qui ne donnent pas les moyens suffisants à l’École pour une éducation émancipatrice pour tous les élèves

 **Nous serons donc en grève le jeudi 19 janvier.**

En comptant sur votre soutien